

505 LMSO/2

3130

(1941, 1943)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

Le Président
du Conseil d'Administration

641 - 9

Paris, le 1er avril 1943

Exécution de projets de
travaux complémentaires
de l'exercice 1943

Monsieur le Ministre,

Par dépêche D.G.T. - 5ème Bureau - du 5 septembre 1942, vous avez bien voulu nous faire connaître votre décision en ce qui concerne les propositions que nous vous avons soumises en vue de la révision, compte tenu de la situation de la main d'oeuvre et des disponibilités en matières, des programmes de travaux repris dans notre budget d'établissement de l'exercice 1942.

D'autre part, par lettre du 20 novembre 1942, nous vous avons adressé notre budget d'établissement pour l'exercice 1943.

Ce budget reprenant divers projets à l'exécution desquels vous avez décidé, en 1942, de surseoir, j'ai l'honneur de vous demander votre accord sur les dispositions que nous envisageons en vue d'en entreprendre ou d'en poursuivre la mise en oeuvre.

A - Travaux en zone non occupée.-

Sont, d'abord, compris dans le budget deux catégories de projets anciens :

- des projets déjà inscrits au budget de 1942 et que votre D.M. du 5 septembre 1942 nous a autorisés à poursuivre ou à entreprendre.

Compte tenu de la situation actuelle des travaux, les phases d'exécution prévues dans les tableaux qui étaient joints à notre lettre du 14 août 1942 seraient à modifier, pour certains des projets, comme il est

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

indiqué à la liste A ci-annexée.

.....

Nous vous demandons de bien vouloir nous confirmer que nous pouvons poursuivre ou entreprendre l'exécution de ces projets.

.....

Votre D.M. du 19 novembre 1942 précise, in fine, que les projets d'exécution afférents aux opérations pour lesquelles des crédits de paiement sont prévus au budget d'établissement de l'exercice 1943 pourront être réalisés dès leur approbation (sous réserve de l'agrément des autorités occupantes pour la zone occupée).

Nous pensons qu'aucune autorisation spéciale n'est à solliciter en ce qui concerne ces projets.

.....

Le Président du Conseil
d'Administration

signé : FOURNIER.

Liste A (extrait)

Projets	: Phases des travaux	: Nouvelles phases	: %	: Justifications et	: Observations
	: déjà autorisés	: à entreprendre	: exécutés	: conséquences	:
	:	:	:	:	:

REGION DU SUD-EST

Lignes di-
verses

Réalisation:	:	:	:	:	:
de la voie:	Lignes de Savoie et:	Ligne d'Arvent à :	:	:	Travaux dispersés:
directe à :	et du Dauphiné :	Alès. :	:	:	faciles à réaliser:
la travers-	Exécution de terras-	:	45 %	:	ne nécessitant que:
sée des :	sements et de menus:	mêmes travaux que:	:	:	peu de main d'oeu:
gares de :	ouvrages dans la :	ci-contre. :	:	:	vre et de maté- :
voie uni-	mesure où les moyens:	:	:	:	riaux. :
que. :	locaux le permet - :	:	:	:	:
:	tront. :	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:

Réalisation de la voie directe à la traversée de
certaines gares.

Lettre S.N.C.F. au M. des T.P.	15. 7.41	(manque)
Dépêche du M. des T.P. à la S.N.C.F.	17. 9.41	
Lettre SNCF au MTP	1. 4.43	

Réalisation de la voie directe à la traversée de certaines gares.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Paris, le 17 septembre 1941

Direction Générale
des Transports

5ème Bureau

C O P I E

--
Région Sud-Est

Le Secrétaire d'Etat

-
Lignes diverses

à Monsieur le Président du Conseil d'Administra-
tion de la Société Nationale des Chemins de
fer français.

-
Gares diverses

-
Réalisation de la voie di-
recte à la traversée des
gares sur lignes à voie
unique

S.E. : 2-11

Vous m'avez présenté, le 15 juillet 1941, un projet rela-
tif à la réalisation de la voie directe à la traversée des gares
sur certaines lignes à voie unique de la Région Sud-Est.

Ce projet comporte l'exécution des travaux ci-après :

- réalisation de la voie directe sur les sections de ligne
ci-après :

Bellegarde à Annemasse, Arvant à Alès, Grenoble à Marseille,
Livron à Briançon, St-Pierre-d'Albigny à Bourg-St-Maurice,
St-André-le-Gaz à Chambéry et dans les gares de St-Cergues-les-
Voiron, Bonneville, Cluse, Sallanches;

- allongement de quelques voies d'évitement des gares sur
les lignes susvisées.

Ledit projet figure en première urgence au programme spé-
cial d'équipement pris en considération par décision ministé-
rielle du 24 octobre 1940; il a fait l'objet d'une autorisation
d'exécution d'urgence délivrée le 15 juillet 1941.

Après examen par le Service Technique des Transports,
j'approuve le projet présenté, dont le montant, imputable sur
les crédits d'engagement du budget d'établissement de l'exer-
cice 1941 (programme spécial d'équipement - § II Amélioration
de la circulation) est évalué, en principal, à 7.700.000 fr,
étant entendu que :

1°- les imputations effectuées conformément à la circulaire
ministérielle du 20 mai 1902 et à la décision du 11 septembre
1939, seront les suivantes :

.....

Travaux complémentaires de premier établissement
proprement dits, évalués en principal à7.700.000^f

2°- la dépense à payer chaque année devra rester dans la limite des crédits de paiement inscrits à cet effet au budget d'établissement de la Société Nationale des Chemins de fer (programme spécial d'équipement - Région Sud-Est), approuvé pour l'exercice correspondant.

Pour le Ministre et par autorisation
Le Directeur Général des Transports,

signé : René CLAUDON.